

8 juillet 2026

La Hongrie Entre continuités stratégiques et changement politique

Résumé

- La Hongrie, État charnière entre Europe centrale, Balkans et espace danubien, combine une forte intégration aux structures euro-atlantiques avec une culture stratégique marquée par le traumatisme du traité de Trianon (1920), la défense de la souveraineté nationale et la protection des minorités hongroises dans les pays voisins et à l'étranger.
- Sous Viktor Orbán (Premier ministre de 1998 à 2002 et de 2010 à 2026), la Hongrie est restée membre de l'OTAN et de l'UE tout en développant une stratégie de diversification de ses partenariats avec la Russie, la Chine et la Turquie afin de préserver son autonomie de décision, une posture dont les limites ont été révélées par la guerre en Ukraine.
- L'arrivée au pouvoir de Péter Magyar en avril 2026 pourrait favoriser un rapprochement avec Bruxelles et une gouvernance plus transparente, mais les contraintes institutionnelles, économiques et géopolitiques héritées de l'ère Orbán devraient conduire davantage à une adaptation de la politique hongroise qu'à un changement stratégique majeur.

État charnière d'Europe centrale, la Hongrie combine une forte intégration aux structures occidentales avec une culture stratégique marquée par la recherche d'autonomie et la préservation de sa souveraineté. Sous Viktor Orbán, cette posture s'est traduite par une politique de « multi-alignement », c'est-à-dire un alignement à degrés variables, entre Union européenne, OTAN, Russie, Turquie et Chine. L'arrivée au pouvoir de Péter Magyar ouvre une nouvelle phase politique, mais les contraintes géopolitiques, énergétiques et institutionnelles qui structurent la politique hongroise demeurent largement inchangées.

Contexte – La Hongrie, un État charnière au cœur de l'Europe centrale

Située au cœur de l'Europe, dans le bassin des Carpates et à l'interface entre Europe centrale, Balkans et espace danubien, la Hongrie occupe une position géographique singulière. Voisine de l'Ukraine, elle est directement affectée par les répercussions de la guerre sur son environnement stratégique. Elle joue par ailleurs un rôle important dans les flux énergétiques régionaux, en constituant un point de passage entre la Russie, la Turquie et l'Europe centrale grâce à des infrastructures telles que les gazoducs TurkStream et BalkanStream. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la Hongrie a par ailleurs continué à importer du pétrole et du gaz russe, une configuration qui lui a valu des pressions de la part de l'UE, oeuvrant pour réduire ses dépendances énergétiques¹.

¹ «La Hongrie sous pression de l'UE pour réduire sa dépendance au gaz russe», Euronews, 3 octobre 2025, <https://fr.euronews.com/2025/10/03/la-hongrie-sous-la-pression-de-lue-pour-reduire-sa-dependance-au-gaz-russe>.

Cette configuration géographique a contribué à façonner une perception particulière de son rôle dans son environnement régional. Plus qu'un État de première ligne, la Hongrie se conçoit traditionnellement comme un espace de transit, de connexion et d'intermédiation entre différentes aires géopolitiques. Cette représentation est indissociable du poids de son histoire et, en particulier, de l'héritage de l'Empire austro-hongrois. A cet égard, la mémoire du traité de Trianon occupe une place centrale dans la culture politique et stratégique hongroise. Signé le 4 juin 1920 à l'issue de la Première Guerre mondiale, ce traité entérine le démantèlement du royaume de Hongrie et la perte de près des deux tiers de son territoire ainsi que d'une part importante de sa population. Plusieurs millions de Hongrois se retrouvent alors en dehors des nouvelles frontières nationales, principalement en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Considéré par une partie de la société hongroise comme une « injustice historique », le traité de Trianon continue d'exercer une influence considérable sur les représentations nationales. La question des minorités hongroises présentes dans les États voisins demeure ainsi un sujet sensible de la politique étrangère de Budapest. Depuis 2010, le 4 juin est d'ailleurs célébré comme la « Journée de l'unité nationale », illustrant la place persistante de cet héritage dans le récit national hongrois. Cet événement a contribué à nourrir un récit national centré sur la défense de la souveraineté, de l'identité nationale et de la continuité de la nation hongroise au-delà des frontières de l'État, en accordant une attention particulière aux communautés magyares vivant dans les pays voisins, faisant de leur protection un élément récurrent du discours politique national. Plus largement, la politique étrangère hongroise demeure marquée par un sentiment durable de vulnérabilité historique. Héritée des bouleversements du XX^e siècle, cette perception alimente une forte sensibilité aux questions de souveraineté et une méfiance persistante à l'égard de toute forme de dépendance politique ou stratégique jugée excessive.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, plus précisément entre 1941 et 1944, la Hongrie combat aux côtés de l'Allemagne nazie. A la fin de la guerre, le pays passe progressivement sous domination soviétique : le régime communiste élimine l'opposition et instaure en 1949 une république populaire alignée sur Moscou. Une insurrection en 1956, écrasée par l'armée soviétique, lance l'assouplissement relatif du régime qui fait de la Hongrie la « vitrine » du bloc de l'Est, avant la transition démocratique de 1989.



Figure 1 : Carte représentant l'évolution du territoire de la Hongrie à la suite du traité de Trianon (Source : <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/trianon1920.htm>)

Après la fin de la Guerre froide, la Hongrie s'est solidement inscrite dans les structures euro-atlantiques. Elle rejoint l'OTAN en 1999 puis l'Union européenne en 2004, deux étapes majeures de sa

réintégration dans l'espace occidental. Son économie est aujourd'hui profondément intégrée au Marché unique européen et bénéficie largement des fonds européens, qui ont contribué à la modernisation du pays depuis son adhésion.

Dans le domaine de la défense, Budapest a engagé depuis 2016 un vaste effort de modernisation de ses forces armées à travers le programme Zrínyi 2026, destiné à remplacer les équipements hérités de l'époque soviétique et à renforcer l'interopérabilité avec ses alliés. Cette transformation s'est accompagnée d'une hausse progressive des dépenses militaires (2% du PIB en 2025) et d'un développement des capacités industrielles nationales². La Hongrie a notamment renforcé sa coopération avec plusieurs partenaires européens, en particulier l'Allemagne, devenue son principal fournisseur d'équipements terrestres, mais également la France, la Suède et les structures de l'OTAN. Cette intégration aux institutions occidentales et cet effort de modernisation militaire n'ont cependant pas conduit Budapest à adopter une logique d'alignement systématique. Au contraire, sous l'impulsion de Viktor Orbán à partir de 2010, la Hongrie a progressivement développé une doctrine visant à préserver et à accroître son autonomie de décision en multipliant ses partenariats dans un environnement international perçu comme de plus en plus concurrentiel.

Analyse – Le modèle Orbán ou la stratégie de « multi-alignement »

Viktor Orbán devient Premier ministre de Hongrie une première fois en 1998, jusqu'en 2002. Mais c'est sa réélection en 2010 qui marque un tournant majeur dans la trajectoire politique de la Hongrie. Ancien opposant libéral et pro-occidental durant la transition postcommuniste, il entreprend progressivement de transformer le système politique hongrois autour d'une conception souverainiste de l'État et de la démocratie. Cette évolution s'accompagne d'une centralisation croissante du pouvoir, favorisée par les larges majorités parlementaires obtenues par son parti, le Fidesz (Union civique hongroise). Au cours de la décennie 2010, plusieurs réformes constitutionnelles renforcent le contrôle de l'exécutif sur les institutions, tandis que les médias, la justice, les universités ou encore certaines autorités indépendantes font l'objet d'une reprise en main progressive. Viktor Orbán revendique lui-même la construction d'une « démocratie illibérale », qu'il présente comme une alternative au modèle libéral occidental. Cette évolution s'appuie sur un récit politique structuré autour de plusieurs thèmes récurrents : la défense de la nation chrétienne, la préservation de l'identité culturelle hongroise, le rejet du multiculturalisme et l'opposition aux politiques migratoires promues par Bruxelles. Dans cette vision, l'Union européenne est moins contestée comme espace économique que comme projet politique porteur de normes jugées contraires aux intérêts nationaux.

Pour autant, Orbán ne remet pas en cause l'appartenance de la Hongrie à l'Occident. Membre de l'OTAN et de l'Union européenne, le pays demeure solidement ancré dans les structures euro-atlantiques. En revanche, le Premier ministre hongrois conteste la dimension normative du projet européen et revendique le droit pour les États membres de définir librement leur modèle politique et sociétal. Cette vision de la souveraineté se traduit dans la politique étrangère hongroise : Budapest ne cherche pas à rompre avec ses alliances occidentales mais à accroître sa liberté d'action en multipliant les partenariats extérieurs. Cette stratégie, parfois qualifiée de « multi-alignement », vise à éviter toute dépendance exclusive à l'égard d'un acteur unique. Les relations avec l'Union européenne illustrent cette ambivalence. D'un côté, la Hongrie demeure fortement dépendante du marché unique et des financements européens, qui jouent un rôle important dans son développement économique. De l'autre, les tensions avec Bruxelles se sont multipliées autour de questions liées à l'État de droit, à l'indépendance de la justice ou à la liberté des médias. Dans ce contexte, Budapest a régulièrement utilisé son droit de veto ou la menace de son utilisation comme instrument de négociation afin de

² Manon Mazuir, « Quelles sont les dépenses militaires des pays européens membres de l'OTAN », Toute l'Europe, 1^{er} avril 2026, <https://www.touteurope.eu/lue-dans-le-monde/les-dépenses-militaires-dans-l-union-europeenne/>.

défendre ses intérêts ou d'obtenir des concessions. L'Union européenne a riposté sur le plan budgétaire, notamment en gelant le versement d'un fonds de soutien tant que des réformes structurelles visant au respect de l'Etat de droit ne sont pas mises en œuvre. Au sein de l'OTAN, la Hongrie avait également adopté une posture de blocage, en s'opposant à l'adhésion de la Suède et de la Finlande en 2024 avant de finalement se rallier. En retardant l'accord de plusieurs mois, Viktor Orbán espérait démontrer l'influence de son pays.

Parallèlement, Viktor Orbán a entretenu une relation privilégiée avec la Russie. Cette proximité s'explique en partie par la dépendance énergétique du pays, qui continue de s'approvisionner massivement en hydrocarbures russes. Le projet d'extension de la centrale nucléaire de Paks (Paks II), réalisé avec l'appui de Moscou, constitue également un élément structurant de cette relation. Depuis le début de la guerre en Ukraine, Budapest a adopté un discours plus conciliant envers la Russie que la plupart de ses partenaires européens, privilégiant une rhétorique de « paix » et mettant en avant les impératifs de sécurité énergétique nationale. Au niveau diplomatique, en plus du blocage des sanctions des pays membres de l'UE contre la Russie, Viktor Orbán affiche sa proximité avec le dirigeant russe, par exemple lors d'une visite officielle en Russie en 2024, où il s'est présenté comme négociateur pour la paix, allant à l'encontre de la position européenne.

La Turquie occupe également une place croissante dans la stratégie hongroise : les deux pays coopèrent étroitement dans le domaine énergétique, notamment autour du gazoduc TurkStream, qui permet à la Hongrie de recevoir du gaz russe en contournant l'Ukraine. Les relations se sont également développées dans les secteurs industriel et militaire, tandis que Viktor Orbán et Recep Tayyip Erdoğan partagent certaines références politiques liées à la souveraineté nationale et à la critique du libéralisme occidental. Enfin, Budapest accueille plusieurs investissements stratégiques chinois, notamment dans les secteurs des batteries électriques, de l'automobile et des infrastructures. La Hongrie cherche ainsi à se positionner comme une porte d'entrée privilégiée des capitaux chinois en Europe centrale, tout en bénéficiant des opportunités offertes par la transition industrielle européenne.

Au total, le « modèle Orbán » repose moins sur un alignement pro-russe que sur une stratégie de diversification des dépendances. L'objectif n'est pas de quitter le camp occidental mais d'élargir les options diplomatiques, économiques et énergétiques de la Hongrie afin de renforcer son autonomie de décision. L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a toutefois mis sous tension cet équilibre. D'un côté, la Hongrie continue de respecter ses engagements au sein de l'OTAN et poursuit un effort important de modernisation militaire. De l'autre, le gouvernement hongrois s'est montré beaucoup plus réticent que ses partenaires européens concernant certaines mesures de soutien à l'Ukraine. Budapest a régulièrement retardé ou conditionné certaines décisions européennes relatives aux sanctions contre la Russie, à l'aide financière à Kiev ou à l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Cette position a contribué à isoler progressivement la Hongrie sur la scène régionale. Le groupe de Visegrad, qui réunissait historiquement la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie autour d'une sensibilité conservatrice commune, a été profondément fragilisé par la guerre. Alors que Varsovie s'est imposée comme l'un des principaux soutiens européens de l'Ukraine, Budapest a maintenu une posture ambiguë vis-à-vis de Moscou, accentuant les divergences au sein du groupe.

La guerre en Ukraine a ainsi mis en lumière les limites de la stratégie poursuivie par Viktor Orbán depuis plus d'une décennie. La doctrine hongroise repose en effet sur un équilibre devenu plus difficile à maintenir depuis 2022 : demeurer pleinement intégré aux structures occidentales tout en conservant des relations privilégiées avec des puissances extérieures telles que la Russie, la Chine ou la Turquie.

Perspectives – Péter Magyar et l'après-Orbán

L'arrivée au pouvoir de Péter Magyar en avril 2026 ouvre une nouvelle séquence politique en Hongrie après plus de quinze années de domination du Fidesz. Ancien proche du pouvoir et ex-membre de l'appareil gravitant autour de Viktor Orbán, Magyar incarne une contestation venue de l'intérieur du système plutôt qu'une rupture idéologique radicale. Sa trajectoire lui a permis de capter une partie de l'électorat conservateur tout en rassemblant des opposants aux dérives institutionnelles et à la corruption dénoncées depuis plusieurs années. Son discours repose principalement sur la critique du clientélisme, du manque de transparence dans l'attribution des marchés publics et de la concentration du pouvoir autour du Fidesz. Sur les questions sociétales et identitaires, Péter Magyar adopte toutefois un positionnement relativement modéré, évitant de se présenter comme l'antithèse de Viktor Orbán. Son profil apparaît davantage technocratique que militant, privilégiant l'efficacité de l'action publique, la bonne gouvernance et le rétablissement de la crédibilité des institutions. Quelques semaines seulement après son arrivée au pouvoir, le veto hongrois bloquant l'aide financière à l'Ukraine a été levé et 6,6 milliards d'euros de la Facilité européenne pour la paix (FEP) ont été débloqués pour rembourser les Etats membres ayant fourni des armes à l'Ukraine et soutenir la poursuite de l'aide militaire à Kiev.

À ce titre, Péter Magyar apparaît moins comme un révolutionnaire que comme un réformateur du système. Son objectif semble être davantage de corriger les excès de l'ère Orbán que de remettre en cause l'ensemble des orientations qui ont structuré la politique hongroise depuis 2010. La capacité du nouveau gouvernement à engager des transformations profondes demeure toutefois limitée par plusieurs facteurs structurels. Le premier obstacle est d'ordre institutionnel. Après plus d'une décennie au pouvoir, le Fidesz a profondément remodelé l'État hongrois. De nombreux postes clés au sein des administrations, des autorités indépendantes, du système judiciaire ou des médias publics restent occupés par des personnalités nommées durant les années Orbán. À cela s'ajoutent les nombreuses fondations parapubliques et réseaux économiques proches du pouvoir qui continuent d'exercer une influence significative sur la vie politique et économique du pays.

Les contraintes économiques constituent un second défi majeur. Le nouveau gouvernement hérite d'une situation budgétaire dégradée qui limite ses marges de manœuvre. Dans ce contexte, le rétablissement des relations avec Bruxelles apparaît comme une priorité. Les premières initiatives de Péter Magyar ont d'ailleurs visé à restaurer la confiance avec les institutions européennes. Cette stratégie semble avoir porté ses fruits puisque la Commission européenne a accepté de débloquer 16,4 milliards d'euros de fonds précédemment gelés, en contrepartie de réformes destinées à renforcer la transparence et la lutte contre la corruption. Enfin, les contraintes géopolitiques demeurent largement inchangées. La dépendance énergétique du pays, sa proximité avec l'Ukraine ainsi que l'importance des investissements étrangers, notamment allemands et chinois, continuent de peser sur les choix stratégiques de Budapest. Ces facteurs limitent la possibilité d'un repositionnement brutal de la politique étrangère hongroise.

L'alternance politique pourrait néanmoins conduire à une évolution sensible des relations entre Budapest et ses partenaires européens. Un rapprochement avec Bruxelles apparaît probable, notamment sur les questions institutionnelles et budgétaires. La Hongrie devrait également adopter une attitude plus coopérative dans les discussions relatives à l'Ukraine, réduisant les blocages qui ont marqué les dernières années du gouvernement Orbán.

Pour aller plus loin

- Hajling, Dóra, "What are the main drivers of member states' defence procurement practices? The Hungarian case", IRIS, ARES Group, mars 2026.
https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2026/03/ARES_2026_03_125_Defence_Procurement_Practises_Hungary_Comment.pdf
- ARTE, « La Hongrie sans Orbán: limites de l'illibéralisme? » *L'Essentiel du Dessous des cartes*,
<https://www.youtube.com/watch?v=fO3NKziseE4>
- Norberg, Johan, « En Hongrie, l'illibéralisme a déjà perdu », une conversation avec Johan Norberg, *Le Grand Continent*, 11.04.2026.
<https://legrandcontinent.eu/fr/2026/04/11/illiberalisme-orban-norberg/>

Bibliographie

Cette fiche s'appuie sur des informations recensées dans les sources suivantes :

Amnesty International, « Rapport 2025/26 – Hongrie », consulté le 9.06.2026.
<https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/western-central-and-south-eastern-europe/hungary/report-hungary/>

Beaud-Blanckaert, Auguste, « La Hongrie de Viktor Orbán s'enfoncé dans l'illibéralisme », *Toute l'Europe*, 18.03.2025.
<https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/la-hongrie-de-viktor-orban-s-enfonce-dans-l-illiberalisme/>

Csaky, Zselyke, « La Hongrie de Viktor Orbán est devenue un régime hybride entre la démocratie et la dictature », *Centre for European Reform*, 28.06.2026.
<https://www.cer.eu/in-the-press/la-hongrie-de-viktor-orban-est-devenue-un-r%C3%A9gime-hybride-entre-la-d%C3%A9mocratie-et-la>

Crellin, Zac, „Serbia, Hungary say explosives found at Russian gas pipeline”, *DW*, 04.05.2026.
<https://www.dw.com/en/serbia-russian-gas-pipeline-explosives-sabotage-hungary-orban/a-76674841>

Dettmer, Jamie, "How Viktor Orbán became Vladimir Putin's best friend in the EU", *Politico*, 30.03.2026.
<https://www.politico.eu/article/viktor-orban-vladimir-putin-eu-hungary-russia/>

Fontaine, Marion, « Qu'est-ce que la démocratie illibérale, modèle dont Viktor Orbán se veut le chantre? », *IFRI*, 12.04.2022.
<https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/quest-ce-que-la-democratie-illiberal-modele-dont-viktor-orban>

Gaal, Ferenc, "Could Hungary win its case against the EU's Russian gas ban?", *DW*, 02.08.2026.
<https://www.dw.com/en/hungary-sues-the-eu-over-its-russian-gas-import-ban/a-75842138>

Hajling, Dóra, "What are the main drivers of member states' defence procurement practices? The Hungarian case", *IRIS, ARES Group*, mars 2026.
https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2026/03/ARES_2026_03_125_Defence_Procurement_Practises_Hungary_Comment.pdf

Labruyère, Florence, « En Hongrie, les oligarques de Viktor Orbán dans le viseur de Péter Magyar », *France Culture*, 15.05.2026.
<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-journal-de-leco/hongrie-les-oligarques-de-viktor-orban-dans-le-viseur-de-peter-magyar-6171160>

Léotard, Corentin, « Pour battre Orbán, la gauche hongroise se range derrière Magyar, conservateur, populiste et technocratique », 21.03.2026.
https://www.mediapart.fr/journal/international/210326/pour-battre-orban-la-gauche-hongroise-se-range-derriere-magyar-conservateur-populiste-et-technocrate?utm_source=article_offert&utm_medium=email&utm_campaign=TRANSAC&utm_content=&utm_term=&xtr=EPR-1013-%5Barticle-offert%5D&M_BT=20790624982416

- Léotard, Corentin, « En Hongrie, le nouveau premier ministre s'emploie à démanteler le système Orbán », Mediapart, 3.06.2026.
https://www.mediapart.fr/journal/international/030626/en-hongrie-le-nouveau-premier-ministre-s-emploie-demanteler-le-systeme-orban?utm_source=article_offert&utm_medium=email&utm_campaign=TRANSAC&utm_content=&utm_term=&xtor=EPR-1013-%5Barticle-offert%5D&M_BT=20790624982416
- Mayer, Verena, Rühle, Alex, „Endlich frei“, Süddeutsche Zeitung, 29.05.2026.
<https://www.sueddeutsche.de/projekte/artikel/politik/ungarn-magyar-wahl-orb-n-e398317/>
- Madlovics, Balint, Magyar, Balint, “A Last Chance for Hungary”, Foreign Affairs, 9.04.2026.
<https://www.foreignaffairs.com/hungary/last-chance-hungary>
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Présentation de la Hongrie », 02.06.2026.
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/hongrie/presentation-de-la-hongrie>
- Norberg, Johan, “En Hongrie, l'illibéralisme a déjà perdu », une conversation avec Johan Norberg, Le Grand Continent, 11.04.2026.
<https://legrandcontinent.eu/fr/2026/04/11/illiberalisme-orban-norberg/>
- Reuters, „TurkStream pipeline operator to relocate base to Budapest, bypassing sanctions, Hungary says”, Reuters, 9.12.2025.
<https://www.reuters.com/business/energy/transactions-related-turkstream-not-under-us-sanctions-hungary-says-2025-12-09/>
- SciencesPo, « Hongrie: la fin de l'ère Orbán? », Centre d'études européennes et de politique comparée, 14.04.2026.
<https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/actualites/hongrie-la-fin-de-l-ere-orban/>
- Sussex, Matthew, “What Viktor Orbán's election loss means for Putin, Trump and the rise of right-wing populism”, The Conversation, 13.04.2026.
<https://theconversation.com/what-viktor-orbans-election-loss-means-for-putin-trump-and-the-rise-of-right-wing-populism-280447>
- TOI, “Hungary's New PM Peter Magyar Defies NATO, Refuses To Supply Weapons to Ukraine”, *Times of India*, 30.05.2026.
<https://timesofindia.indiatimes.com/videos/international/hungarys-new-pm-peter-magyar-defies-nato-refuses-to-supply-weapons-to-ukraine/videoshow/131397843.cms>
- Vinocur, Nicholas, “Maygar to visit Brussels next week to discuss unfreezing funds for Hungary”, Politico, 23.05.2026.
<https://www.politico.eu/article/hungary-peter-magyar-brussels-eu-frozen-funds-negotiations/>